



Introduction

Comment passer des programmes d'histoire du lycée au concours d'entrée dans les IEP ?

Les programmes des classes de première et de terminale du lycée abordent les mêmes questions que le programme des concours. Néanmoins la difficulté est grande à la fois en raison d'une différence dans l'esprit et dans la finalité des épreuves du baccalauréat et des concours. Le piège étant de penser que la communauté de programme rend les choses faciles.

Il faut hélas constater que les programmes de lycée proposent un survol avec une multitude de sujets abordés et très peu de temps accordé à chacun. On butine, on passe d'une fleur à l'autre et on n'explore rien en profondeur. « Les Français et la République » doit être traité en 15 ou 16 heures en comptant la III^e République. Il y a dans ces conditions nécessité de choisir quelques thèmes, « L'évolution des institutions par exemple de 1870 à nos jours » en 6 heures. Les épreuves supposent la capacité à rédiger une composition ou à faire une étude critique de documents. On attend du candidat qu'il soit capable de rédiger une introduction avec un plan et une problématique, plusieurs parties structurées et une conclusion. Le plus souvent le candidat bachelier va délivrer dans ce cadre les quelques éléments vus en cours. Le fonctionnement des programmes conduisant les jeunes à avoir une vision segmentée, par chapitre.

Pour le concours d'entrée aux IEP la démarche doit être plus profonde. Certes il va falloir faire un plan construit avec une problématique, mais nous allons attendre du candidat une réelle capacité d'analyse d'une situation historique et/ou politique. Nous allons attendre une capacité à mettre en perspective une question dans un contexte général de la période au programme. L'évolution de la vie politique de 1945 à 1954 c'est certes un chapitre du programme mais c'est

aussi à mettre en relation avec le développement de la Guerre froide, des conflits de la décolonisation, etc., questions qui appartiennent à d'autres chapitres des programmes de Première et de Terminale. C'est cette capacité à mettre en perspective que le candidat doit développer.

Il est aussi nécessaire qu'il fasse preuve de culture, de références qui peuvent être artistiques, littéraires, philosophiques. La connaissance au moins sommaire du marxisme, des théories libérales est indispensable à la compréhension de certaines questions. C'est un concours, il ne suffit pas d'avoir la moyenne, il faut avoir mieux que les autres. Ce sont ces éléments culturels qui vont pouvoir faire la différence.

C'est pourquoi nous proposons les fiches suivantes. Les chapitres sont chronologiques. Chaque fiche aborde une question, mais en essayant chaque fois que nécessaire et possible, de mettre en relation le sujet abordé avec l'ensemble du programme. Nous avons en particulier insisté sur les interpénétrations entre les questions nationales et le contexte international. Chaque chapitre est introduit par quelques rappels du contexte mondial. Nous avons tout particulièrement insisté sur les liens entre la politique française et la construction européenne.

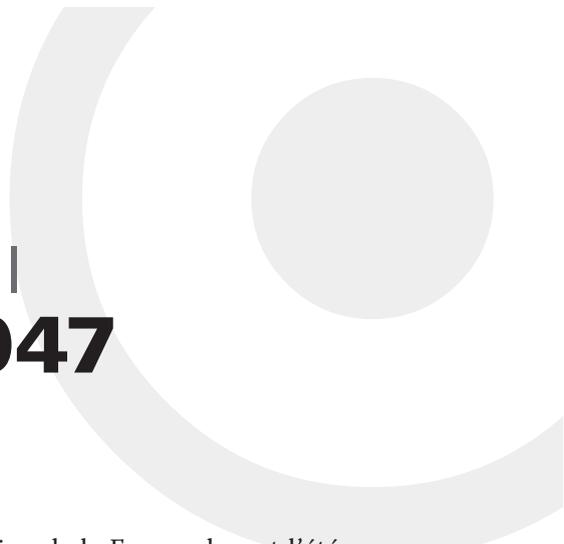
Ces fiches correspondent à un cours qui ferait quatre-vingt-dix heures.

Pour chaque chapitre chronologique nous avons ajouté une fiche biographique qui présente un responsable politique le plus souvent mais aussi un homme ayant joué un rôle important même s'il est plus méconnu (Pierre Guillaumat). Là encore il s'agit de donner de la culture, des références, raison pour lesquelles nous émaillons ces présentations de citations qui pourraient être reproduites dans un devoir.

Chaque fiche est indépendante et peut se lire seule. Mais elle constitue aussi une pièce d'un puzzle. Après les avoir toutes lues le tableau d'ensemble va apparaître.

Pour conclure un dernier conseil aux candidats, apprenez vos cours de lycée, lisez quelques livres (feuilletez les livres qui sont en bibliographie à la fin de chaque fiche, certains vous permettront de voir des photos des événements que vous pourrez visualiser et garder en mémoire, allez sur le site de l'INA pour visionner des actualités des années 1960 ou 1970...), exercez-vous à vous poser des problématiques sur le programme et à mettre en relation des faits et des événements puisés dans l'ensemble du programme.

Les pages qui suivent puissent-elles vous y aider!



Chapitre I

1944-1947

C'est le temps qui se déroule de la libération de la France durant l'été-automne 1944 au discours de Truman au Congrès sur l'aide américaine le 12 mars 1947. Une période qui va de l'euphorie de la Libération, avec l'illusion de l'unité nationale recouvrée au constat du retour des divisions politiques dans un contexte de nécessaire reconstruction d'un pays ruiné.

En toile de fond la fin de la guerre qui ne se termine en Europe que le 8 mai 1945 et en Asie le 15 août, le début des guerres d'indépendance (insurrections à Sétif à partir du 8 mai 1945 en Algérie, bombardement d'Haïphong en Indochine le 23 novembre 1946), et « le rideau de fer » qui s'abat sur l'est de l'Europe.

Le 5 mars 1946 devant des étudiants à Fulton-Churchill évoque la coupure de l'Europe en deux et met en garde contre les ambitions russes et les risques « d'un retour de l'âge de pierre sur les ailes rayonnantes de la science... »

Car à Hiroshima et à Nagasaki les Américains ont montré leur maîtrise d'une arme nouvelle en lançant par deux fois sur ces villes japonaises une bombe atomique les 6 et 9 août 1945. Les Russes devancés veulent rattraper le retard et se doter à leur tour de cette arme redoutable.

À l'horreur de la découverte des camps de concentration et de l'holocauste s'ajoute la perspective d'un anéantissement par le feu nucléaire de centaines de milliers d'hommes et de femmes.

On passe insensiblement d'une guerre à une autre. Certains militaires français engagés en 1940 dans les Forces françaises libres ne savent pas encore qu'ils seront en guerre jusqu'en 1962.

L'esprit de la Résistance

C'est l'un des mythes fondateurs de la France, s'ajoutant à l'esprit des Lumières et à la Révolution française. Il serait plus exact de parler de refondation car il s'agit bien de refonder une France détruite non seulement par la défaite devant les troupes allemandes en juin 1940 mais aussi souillée par la collaboration des autorités de Vichy avec le Reich hitlérien.

Mais c'est un mythe, un discours édifiant mais assez éloigné de la réalité. Il s'agit à la fois de masquer les faits quotidiens du pays et de construire une sorte d'histoire officielle qui mette entre parenthèses la France de Vichy et qui puisse y substituer un peuple en armes, résistant.

Il fallu attendre 1972 et le travail de l'historien américain Robert Paxton pour déchirer le voile ainsi construit.

Penser la France d'après

Pour ceux qui vécurent et pensèrent les événements à partir du mois de mai 1940 les questions et les traumatismes furent nombreux. L'armée considérée comme la meilleure du monde battue en quelques semaines, l'Assemblée nationale du Front populaire votant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, l'Armistice, la poignée de main à Montoire entre le vainqueur de Verdun et Hitler... Parmi ceux qui refusèrent d'emblée cette situation il y eut ceux qui en même temps que le général de Gaulle (dont pour la plupart ignorent alors l'Appel et même l'existence) décident de prendre les armes et ceux qui essaient de comprendre, d'analyser les causes de cette situation.

Le capitaine Philippe de Hautecloque d'un côté, l'historien médiéviste Marc Bloch de l'autre¹. Tous vont se retrouver dans la lutte, hors de France ou dans la clandestinité en France. Mais les deux modalités de refus, par l'action ou par la réflexion, vont continuer de cohabiter. Pour ceux qui réfléchissent il s'agit très tôt de penser la France d'après la victoire, de songer aux réformes nécessaires pour qu'une telle situation ne puisse se reproduire. Des groupes d'études vont se constituer, notamment le Comité général d'études. Il s'agit de proposer un programme politique, social, économique.

1. Le capitaine Philippe de Hautecloque qui deviendra le général Leclerc prend les armes au cœur de l'Afrique pour lutter contre la puissance nazie. Marc Bloch universitaire, l'un des fondateurs de l'École des Annales écrit dès l'été 1940 *L'étrange défaite* qui est une réflexion sur les causes de la défaite. Entré dans la clandestinité il est fusillé par les nazis en 1944.

Dans un premier mouvement devant l'ampleur du traumatisme un accord semble pouvoir se faire sur la condamnation du jeu des partis politiques de la III^e République, sur le problème posé par l'exclusion, notamment dans la construction des élites, d'une partie de la population. Mais rapidement les débats devinrent plus vifs. Fallait-il par exemple rejeter les partis politiques ou les intégrer malgré leurs fautes et leur responsabilité indéniable dans la situation du pays ? Difficile de ne pas prendre en compte les organisations politiques alors qu'elles structurent les mouvements de résistance sur le terrain. Difficile aussi de tourner le dos à la démocratie.

Mais dès lors que la décision de travailler avec les partis politiques traditionnels est prise la réflexion sur le programme doit arbitrer entre des propositions et des tendances qui vont du Parti communiste français à l'extrême gauche, aux mouvements de sensibilités royalistes, en passant par la SFIO et les militants chrétiens. La Résistance ne fut pas unie malgré les efforts de Jean Moulin. La Résistance fut un lieu de débats souvent âpres, un lieu de luttes pour le pouvoir. L'intensité des débats depuis les années 1970 sur le rôle de Jean Moulin mais aussi sur les conditions de son arrestation en disent long sur ce sujet. Faudrait-il parler des esprits de la Résistance plus que de l'esprit ? Il y a une histoire qui reste à écrire à ce sujet.

Une plate-forme est toutefois adoptée et le Conseil national de la résistance créé le 27 mai 1943 sous l'autorité de Jean Moulin va élaborer un programme dont l'idée est validée par le général de Gaulle en novembre 1943 avant d'être adopté, après bien des discussions, le 14 mars 1944. On y trouve entre autres la volonté de créer une Sécurité sociale pour tous, de financer pour toutes les professions un système de retraite, mais aussi un programme de nationalisations en particulier de Renault, mais aussi des transports ferroviaires ou aériens, la volonté d'évincer les grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, et l'affirmation de l'indépendance de la presse.

C'est un programme marqué par la volonté de mettre en place l'interventionnisme de l'État, mais aussi par un technocratisme de fonctionnaires dont certains ont d'ailleurs fait leurs armes sous le gouvernement de Vichy. Tel Alfred Sauvy, créateur d'une planification nataliste à partir de 1945, issu des services statistiques et démographiques de Vichy.

De fait ce qui construit le mythe de l'esprit de la Résistance c'est en grande partie le contenu de ces mesures qui deviennent à partir de leur mise en œuvre à la Libération des marqueurs de progrès social et donc de gauche pour une partie de la population, notamment pour les syndicats qui avaient d'ailleurs été associés au CNR et aux réflexions et débats.

C'est ce qui conduit ses mesures à être considérées comme un fil rouge à ne pas franchir. Toucher à quelques-uns des principes issus du programme du CNR (les retraites ou le financement de la Sécurité sociale) serait une atteinte à l'esprit

de la Résistance donc, une régression grave, un retour en arrière, aux années 1930. Or outre qu'il s'agit d'un programme daté par le contexte économique et social de son élaboration, il s'agit d'un programme de compromis dont la réalité des applications a été modifiée par le contexte politique des années 1945-1946 et singulièrement par le poids électoral et politique du Parti communiste français. Ainsi en est-il, par exemple, du projet de réforme du système éducatif marqué en 1943-1944 par la nécessité d'ouvrir les possibilités de réussite scolaire au plus grand nombre et qui deviendra sous la plume des intellectuels communistes Langevin et Wallon le programme « d'école unique » remis en 1947 et non retenu par le gouvernement mais qui a de fait structuré autour de l'idée d'égalisation des enseignants et des programmes, de massification, toutes les réformes du système éducatif français jusqu'à nos jours.

Une deuxième partie du mythe porte sur l'ampleur de la Résistance

Le général de Gaulle va jouer de sa présence comme sous secrétaire d'État à la défense dans le dernier gouvernement de la III^e République pour incarner la continuité républicaine, passant par-dessus le gouvernement de Vichy qu'il fait ainsi en quelque sorte sortir de l'histoire. Il use de cet artifice avec brio pour affirmer tout particulièrement face aux Américains et au président Roosevelt sa légitimité et la légitimité de la Résistance française. Le général de Gaulle va incarner la France et s'imposer finalement malgré les embûches dressées par les États-Unis tel le général Girault en 1942. L'un des objectifs du CNR, dans la perspective du débarquement et de la Libération est d'assurer les conditions de prise en main par les représentants de la Résistance des territoires au fur et à mesure de leur libération par les troupes alliées. Désignation de commissaires de la République et mise en place des Comités départementaux de Libération chargés de maintenir l'ordre, ou plus exactement de construire le nouvel ordre, et d'éviter le chaos, l'installation d'une autorité américaine ou l'installation de pouvoirs communistes. Le gouvernement « d'unité nationale » installé le 9 septembre 1944 par le général de Gaulle légalise ce contrat passé avec tous les mouvements de résistance. L'ancien président du Sénat de la III^e République Jules Jeanneney qui n'avait pas participé à la Résistance devient ministre d'État chargé de la réorganisation des pouvoirs publics assurant ainsi la continuité républicaine, aux côtés de ministres issus de la Résistance et représentants les différents courants politiques la composant. Là encore il s'agit de créer le mythe de l'unanimité des Français dans la résistance à l'occupant.

Or la réalité quotidienne de la France de 1940 à 1944 fut tout autre. Jusqu'à la fin de l'année 1943 la Résistance c'est 1% de la population en comptant tout acte comme le simple transfert d'un courrier. En 1944 sous l'effet du STO et

des annonces des défaites allemandes c'est tout au plus 10 % de la population, avec parmi ceux-ci de nombreux résistants de la dernière heure. En juillet 1940 le mouvement gaulliste c'est 7 000 hommes. Il ne dépassera pas 35 000 jusqu'à fin novembre 1942 et l'occupation par les troupes allemandes de la zone libre. L'adhésion passive au maréchal Pétain, dont le portait trônait dans bien des chaumières, est une réalité importante. Il faut bien sûr la distinguer de la collaboration qui est très minoritaire, mais qui est très active allant parfois au-delà des souhaits de l'occupant.

Pour l'essentiel la population française essaie de vivre, ou de survivre, au mieux dans les difficiles conditions de la guerre et de l'occupation, sans s'engager.

C'est cette histoire qu'il faut réécrire en 1944. Il s'agit à la fois d'ancrer une légitimité dans l'affirmation d'une adhésion de masse à la Résistance, et de pouvoir peser face aux Alliés afin de faire reconnaître la France, et pas seulement le mouvement gaulliste et les FFI, parmi les vainqueurs de la guerre. De ce point de vue l'esprit de la Résistance c'est une construction du général de Gaulle lui permettant de convaincre ses partenaires américains, britanniques et russes de l'existence d'une France globalement combattante, qui a sa place dans les négociations sur la nouvelle organisation du monde. L'aboutissement de ce discours c'est la place de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU.

Il faut aussi montrer que les résistants communistes dont le parti se présente comme celui des milliers de fusillés n'incarnent pas à lui seul la Résistance. C'est un combat sur deux fronts, extérieur et intérieur. Il est également nécessaire d'associer les membres les plus fréquentables de l'administration de Vichy pour créer les conditions de la réconciliation nationale. L'arrivée à Alger en 1943 de personnalités ayant exercé des responsabilités à Vichy, comme Maurice Couve de Murville, avait ouvert ce chemin.

Or très vite la fragilité de ce concept va apparaître. Dès 1945 un dirigeant communiste, Pierre Hervé, publie chez Grasset « La Libération trahie ». Henri Fresnay fondateur du mouvement Combat, écrit le 23 novembre 1946 « Les fossoyeurs de la Résistance » article dans lequel on trouve ces mots : « la Résistance est morte, il faut en convenir. C'est pourquoi l'heure est venue non pas des oraisons funèbres dont on sait combien elles défigurent le mort, mais des accusations contre ceux qui, par leurs erreurs, leurs manœuvres sournoises, leur lâcheté ou leur reniement ont porté en terre allégrement ce qu'ils prétendent encore chérir aujourd'hui ». De même les divergences sur l'esprit de la nouvelle constitution entre le général de Gaulle et les partis politiques, qui vont conduire le chef de la France libre à quitter le pouvoir en janvier 1946, montrent les clivages profonds qui parcourent les mouvements issus de la Résistance.

Dès lors il va y avoir deux mythes, deux interprétations de l'esprit de la Résistance. Celui de la gauche insistant sur l'émancipation sociale, la rupture avec une III^e République marquée par la collusion du pouvoir et des grandes

familles du patronat français. Une Résistance qui serait avant tout l'expression d'une révolution sociale et politique, une revanche sur le triomphe de la droite capitaliste lors du régime de Vichy. Les nationalisations d'après-guerre ou le statut des agents d'EDF en étant les expressions emblématiques.

Et il y a la lecture gaulliste de l'unité nationale, du rassemblement autour d'une personnalité charismatique pour faire face au désordre, à l'humiliation de la défaite, à la crise.

Ces deux lectures vont scander la vie politique française pratiquement jusqu'à nos jours. La flamme de l'esprit de la résistance étant rallumée régulièrement. L'entrée au Panthéon le 19 décembre 1964 de Jean Moulin en fut une occasion avec le discours magistral d'André Malraux qui réaffirme l'histoire: « ... Voir dans l'unité de la Résistance le moyen capital du combat pour l'unité de la nation, c'était peut-être affirmer ce qu'on a, depuis, appelé le gaullisme. C'était certainement proclamer la survie de la France... Ce Conseil national de la Résistance, qui groupe les mouvements, les partis et les syndicats de toute la France, c'est l'unité précairement conquise, mais aussi la certitude qu'au jour du débarquement, l'armée en haillons de la Résistance attendra les divisions blindées de la libération. »

Le 27 mai 2015 l'entrée au Panthéon de Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle Anthonioz, Germaine Tillon et Jean Zay fournit une nouvelle occasion de rappeler comme le fait le président Hollande dans son discours les « quatre grandes figures françaises qui incarnent l'esprit de la Résistance » et d'évoquer « la refondation de la République et la nécessité de la justice sociale ».

Les responsables syndicaux quant à eux lors des mouvements de protestation les plus forts contre des projets de réformes, comme en décembre 1995, ne cessent d'en appeler au respect des acquis de la Résistance.

Les travaux récents de la recherche historique américaine insistent sur un autre récit. Celui d'une continuité entre des politiques imaginées par de jeunes responsables dans les années 1930, testées parfois dans l'ombre de Vichy avant 1942 et proposées dans un second temps dans les organismes de réflexion de la Résistance. La rupture avec la France d'avant-guerre et avec une partie de Vichy ne serait alors pas si nette.

Nous avons donc bien eu élaboration d'un des mythes fondateur de la vie politique française qui prend sa place auprès de l'esprit des Lumières, de l'année 1789 et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et aussi pour certains de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905. Il s'agit donc d'une des pages de ce que certains qualifient de « roman national ». Il est utile d'avoir ces éléments en tête quand il s'agit d'étudier les débats de la IV^e et de la V^e Républiques, car ces années, comme le personnel politique, sont très marquées par le passé des années 1940-1944. Il faudra attendre 1995 pour voir élu président de la République une personnalité qui ne soit pas issue de la